

Zeitschrift: Schweizerische Zeitschrift für Geschichte = Revue suisse d'histoire = Rivista storica svizzera
Herausgeber: Schweizerische Gesellschaft für Geschichte
Band: 53 (2003)
Heft: 1

Artikel: Werner C. Lier était-il fasciste? : un éclairage américain sur le directeur d'IBM Genève pendant la Seconde Guerre mondiale
Autor: Dongen, Luc van
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-81332>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 28.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Werner C. Lier était-il fasciste?

Un éclairage américain sur le directeur d'IBM Genève pendant la Seconde Guerre mondiale

Luc van Dongen

I

N'était le livre très controversé du journaliste américain Edwin Black sur le rôle d'IBM (International Business Machines Corporation) dans les années noires¹, personne ou presque n'aurait entendu parler du directeur du bureau de la compagnie à Genève, Werner Charles Lier. Il apparaît à la lecture de cet ouvrage – novateur mais aussi discutable à plus d'un titre –, que le poste occupé par Lier en 1941–1945 a revêtu pendant la guerre une importance cruciale dans la stratégie de la direction new-yorkaise (Thomas Watson), qui en a fait une sorte de courroie de transmission entre elle et sa filiale allemande, la Dehomag (Deutsche Hollerith Maschinen GmbH), afin d'éviter à la société de tomber sous le coup des mesures américaines frappant le commerce illicite avec l'ennemi. Alors que Watson cherchait à camoufler les liens de sa compagnie avec l'Allemagne envers les autorités de son pays, il s'efforçait en même temps de faire apparaître la Dehomag comme américaine aux yeux des nazis, pour dissuader ces derniers de faire main basse sur l'entreprise, une manœuvre rendue possible par le statut volontairement ambivalent de la Dehomag. Dès lors, l'office genevois qui, après être devenu le siège européen d'IBM en 1935, assumait la charge des délicates négociations avec les pays de l'Axe au nom du siège new-yorkais, se trouvait placé «*au cœur de toutes les intrigues*», participant «*à la quasi totalité des transactions, dans tous les pays d'Europe, tout au long de la guerre*»².

Hélas, l'ouvrage est peu disert sur le Suisse, né à Genève en 1911, qui prit les rênes du bureau genevois aux heures les plus tragiques du XX^e siècle, après une licence en droit et trois ans de service chez IBM. A travers la description qui est faite de son action, il se dégage l'image d'un homme d'affaires sans scrupules, s'étant livré à toutes sortes de trafics et d'opérations plus ou moins licites au profit de sa compagnie et qui, à la fin de la guerre, a brusquement et mystérieusement disparu aux Etats-Unis (où il aurait été appelé par Watson), alors que les autorités américaines avaient hésité à lui accorder un visa d'entrée et que la France lui avait refusé de transiter par son territoire. Mais, curieusement, l'affaire du visa est escamotée par Black et totalement vidée de son contenu politique³. En effet, la demande de

1 Cf. Edwin Black: *IBM et l'Holocauste. L'Alliance stratégique entre l'Allemagne nazie et la plus puissante multinationale américaine*, Paris, 2001 (traduit de l'américain).

2 Edwin Black, *op. cit.*, p. 453.

3 Les fonds des National Archives de Washington, dans lesquels nous avons puisé les renseignements qui suivent, sont pourtant cités dans le livre (note 105, page 558). A propos de Lier, cf. Edwin Black, *op. cit.*, pp. 451–458.

visa de Lier rencontra en janvier 1945 l'opposition catégorique du consul américain à Genève, Paul C. Squire, qui considérait le directeur helvétique comme un «*pro-nazi*» et comme une «*menace pour la sécurité intérieure des Etats-Unis*». Lier était-il donc fasciste? La question fut âprement débattue chez les représentants diplomatiques américains en Suisse, dont les avis furent divergents. Essayons de démêler l'écheveau de cette affaire qui jette une nouvelle lumière sur un personnage énigmatique.

II

Squire exposa son point de vue dans un long rapport «*top secret*» accompagné de plusieurs annexes qui fut transmis au *State Department* le 22 janvier 1945. Ce rapport se fondait sur une demi-douzaine de témoignages généralement précis et circonstanciés, ainsi que sur l'expérience personnelle du consul américain⁴. Il accusait Lier d'avoir fait partie de l'Union nationale avant la guerre, un mouvement «*pro-nazi*» dirigé par le «*traître*» Georges Oltramare, pour reprendre les termes du consul américain. Selon ce dernier, il avait servi d'assistant à l'un des hommes du parti en 1935–1939, Arnold de Muller. Il avait une fois organisé une conférence avec le chef rexiste belge Léon Degrelle et avait participé en 1936 aux incidents ayant marqué la venue à Genève de l'empereur d'Ethiopie Haïlé Sélassié I^{er}, dit le Négus. De plus, il avait pris à son service chez IBM certains membres de l'Union nationale. Son compagnonnage avec le parti avait cessé au début de la guerre, quand celui-ci était devenu trop encombrant pour l'officier de l'armée suisse qu'il était. *A posteriori*, il tentait de se dédouaner en prétendant avoir agi en service commandé, de concert avec ses chefs militaires et à des fins d'espionnage. Comme preuve, il citait une lettre du colonel Guisan datant de 1936, mais cette «*lettre magique*» n'était qu'un grossier leurre aux yeux de Squire. En outre, en tant que jeune officier, il avait pris part aux événements de 1932 à Genève, au cours desquels l'armée avait fait plusieurs morts⁵. Il se vantait même d'avoir donné à la troupe l'ordre de tirer sur la foule et aimait à montrer des photos de l'événement à ses invités. Un procès avait eu lieu, mais le tribunal l'avait acquitté. D'ailleurs, poursuivait le rapport, il ne cachait pas ses opinions philo-fascistes, pro-nazies, antisémites et anglophobes, comme Squire lui-même et sa femme avaient pu en faire l'amer constat lors d'une réception à leur domicile. Il avait soutenu ostentatoirement Laval en 1940 et avait vitupéré les Britanniques après l'attaque de Mers el-Kébir⁶. Le seul Anglais à trouver grâce à ses yeux était le fasciste Oswald Mosley. Il admirait le régime franquiste, emportait avec lui des livres de Jacques Benoist-Méchin, Charles Maurras et Louis-Ferdinand Céline. S'il s'était montré plus prudent à partir du débarquement allié en Afrique du Nord, il était demeuré hitlérien au moins jusqu'en mars 1944, quand il avait commencé à afficher des vues pro-Alliés. Par opportu-

4 Cf. «Report regarding Werner C. Lier, visa applicant», non daté, envoyé le 22. 1. 1945 au State Department, National Archives and Administration Records (NARA, College Park, Maryland), RG 84, Records of the US Legation in Bern, Classified General Records 1940–1952, Entry 3208, Box 23.

5 Il s'agit du massacre par l'armée, le 9 novembre 1932, de treize personnes assistant à une manifestation convoquée par les socialistes pour protester contre certaines provocations de l'Union nationale.

6 Destruction partielle de la flotte française par une escadre anglaise, pour empêcher qu'elle ne tombe entre les mains de l'ennemi.

nisme, il s'était engagé dans une opération d'évasion d'aviateurs américains internés en Suisse, en les faisant passer illégalement en France. Néanmoins, en décembre 1944, il affirmait qu'une nouvelle guerre allait bientôt opposer les Etats-Unis à l'URSS et que l'Allemagne allait pouvoir reconquérir sa place en combattant aux côtés des Américains. Enfin, le rapport laissait planer le soupçon d'un Lier agent allemand. Du moins avait-il eu des contacts douteux avec une personne non identifiée du consulat allemand de Genève.

Cette version des faits allait néanmoins se heurter à celle du consul général de Zurich Sam E. Woods, qui s'employa à défendre Lier de tout son poids, cherchant à récuser dans un volumineux contre-rapport d'une cinquantaine de pages les allégations de son collègue «genevois»⁷. Cependant, Woods ne mettait à aucun moment en cause l'affiliation de Lier à l'Union nationale. Il en relativisait seulement la signification. Selon lui, ce mouvement ne pouvait être assimilé à un parti nazi et devait être distingué des organisations ouvertement pro-nazies, comme la *Nationale Front*. L'Union nationale, d'après Woods, avait été une force hétérogène regroupant notamment d'estimables représentants des milieux industriels, financiers et militaires romands opposés au communisme. D'ailleurs, le consulat américain avait compté de nombreux amis en son sein, lesquels occupaient maintenant des postes influents dans la vie publique locale, disait-il. De Muller non plus n'avait pas été nazi puisque «même» le chef du service de renseignement suisse, Roger Masson, se portait garant du patriotisme de ce dernier, soulignant son rôle dans le développement de la police militaire suisse jusqu'à sa mort survenue en avril 1944. Woods ne disait pas un mot de la lettre de Guisan. Quant aux incidents de la «manifestation communiste» (Woods) de 1932, c'était tout simplement faux: Lier n'avait jamais donné l'ordre de tirer. Pour ce qui était de l'anglophobie de Lier, celle-ci trouvait son explication dans le nationalisme de sa femme d'origine irlandaise, notait le consul général, qui ne trouvait rien d'anormal non plus au fait de posséder des ouvrages d'hommes de plume et d'action aussi compromis que Benoist-Méchin, Maurras et Céline: certains diplomates américains n'avaient-ils pas dans leur serviette le *Mein Kampf* de Hitler? Finalement, même s'il avait eu des inclinations pour l'Axe et exprimé certaines idées «antidémocratiques», celles-ci étaient fortement exagérées et déformées, estimait Woods. Qui plus est, Lier avait changé d'opinion par la suite. Qualifier d'opportunistes ses efforts pour aider les aviateurs américains était injuste, d'autant qu'il avait pris des risques personnels dans l'opération⁸.

Pour autant, l'essentiel de l'argumentation de Woods ne se situait pas sur le plan idéologique, mais au niveau du soi-disant complot dont Lier aurait été victime. D'après Woods, des collègues jaloux et déloyaux tentaient de le discréditer aux yeux de la compagnie et des autorités américaines par ambition personnelle et pour obtenir le transfert du siège européen dans une autre ville (il était notamment question de Bruxelles, parce que le principal détracteur de Lier était le Belge Emile Genon). Un autre argument était avancé, qui – les documents le montrent – allait peser très lourd dans la balance: Watson avait conservé toute sa confiance en

7 Cf. le rapport de Sam E. Woods au *State Department* du 17. 1. 1945, NARA, RG 84, Entry 3208, Box 24.

8 D'après les indications de Woods, quelque 130 aviateurs américains auraient pu traverser la frontière grâce à Lier.

Lier et tenait à sa présence à New York; contrarier les plans d'IBM revenait à contrecarrer les intérêts américains.

Les camps en présence étaient de force inégale et le plus fort l'emporta. Celui de Squire rassemblait l'ancien directeur d'IBM pour la Belgique Emile Genon (qui avait d'ailleurs travaillé pour les services de renseignement américains pendant la guerre⁹), les vice-consuls américains H. Elting et Cussans, le capitaine Pierre Clément (service de renseignement suisse), et les employés d'IBM belge, tchèque et français Clairis, H. Polák et C. Delcour. Celui de Woods regroupait le conseiller de Légation J. Klahr Huddle, le consul américain à Lugano Paul C. Blum (une figure centrale de l'OSS en Suisse), Thomas Watson (que Woods disait connaître personnellement) et l'influent attaché militaire Barnwell R. Legge. Il suffira encore de relever que Woods était un ami de longue date de Lier, qu'il était le parrain de sa fille et qu'il se disait en très bons termes avec le colonel-brigadier Masson pour constater que l'issue semblait évidente. Lier reçut finalement l'autorisation de se rendre aux Etats-Unis sur décision de la Légation des Etats-Unis de Berne et du *State Department*. Or, en même temps qu'un visa pour les Etats-Unis, il avait dû demander un visa de transit à la France (nous ignorons pourquoi), qui lui fut refusé le 12 janvier 1945 par le consulat général de France à Genève¹⁰. Début février, c'était le coup de théâtre: Lier disparut soudainement sans avoir prévenu quiconque. Des cadres français d'IBM affirmeront qu'il avait réussi à passer aux Etats-Unis, mais nul ne savait comment¹¹. Quant à la suite de sa carrière, elle n'est malheureusement pas connue¹².

III

Alors que les ressorts à l'œuvre dans ce différend entre consuls demeurent partiellement obscurs, une conclusion sur l'engagement politique de Lier est-elle possible? Force est de constater que l'argumentation de Woods ne parvient pas, fondamentalement, à corriger le portrait de Lier qui est brossé par Squire. Le point central est bien sûr l'affiliation de Lier à l'Union nationale, qui paraît indiscutable, de même que ses orientations «fascisantes» à partir du début des années 1930 jusqu'à la fin ultime du III^e Reich. Tout indique qu'il fut sinon le secrétaire, du moins un proche collaborateur du Fribourgeois Arnold de Muller, secrétaire général du parti en 1933–1939 et major dans l'armée au cours de la guerre. Si la participation de Lier aux événements de 1932 dans les termes indiqués procède certainement de l'affabulation¹³ – une affabulation révélatrice s'il s'agit bien d'un mensonge de Lier –, tous les indices recueillis tendent à inscrire Lier dans le champ de l'extrême droite romande de l'entre-deux-guerres. Le profil idéologique qui se

9 A savoir l'*Office of Strategic Services* (OSS).

10 Cf. NARA, RG 84, Safehaven Name Files 1942–1949, Entry 3223, Box 46.

11 Par une lettre du 5 juin 1945, le conseiller de légation américain chargé des affaires économiques, Daniel J. Reagan, demandera des éclaircissements à ce sujet à l'ambassade de France. Cf. NARA, RG 84, Safehaven Name Files 1942–1949, Entry 3223, Box 46. Nous n'avons pas trouvé de réponse à cette requête. Selon Black, le voyage s'est effectué grâce à la complicité du général Legge.

12 Le récit de cet épisode ne rend pas pleinement compte de toute la complexité des relations américano-suisse en jeu, qui combinent diplomatie, économie, armée et renseignement.

13 Les responsables du massacre sont connus et Lier n'en fait pas partie. Cf. Georges Kliebès: «Un coup... tirez bas... feu!» Genève, 9 novembre 1932, Genève, 1992. Il est possible que Lier ait pris part aux événements d'une manière ou d'une autre.

dessine de Lier correspond parfaitement à celui des fidèles de Georges Oltramare et les traits qui lui sont prêtés – l'antisémitisme, l'anglophobie, le soutien à la conquête mussolinienne de l'Ethiopie, une adhésion plus ou moins prononcée aux conceptions et à la politique nazies, une attitude de type collaborationniste emboîtant le pas à la propagande hitlérienne sur l'«Ordre nouveau» – sont aussi ceux qui caractérisent le «bricolage doctrinal» de l'Union nationale¹⁴.

En outre, on trouve des signes concordants dans d'autres sources. Une fiche du Ministère public de la Confédération, par exemple, confirme si besoin était la participation de Lier à l'Union nationale, en même temps qu'elle révèle son activisme. Il est remarqué en date du 25 août 1936 que Lier a posé, au nom du «groupe Union nationale», une banderole portant l'inscription «*A bas les sanctions*» et «*A bas la guerre*»¹⁵. Nul doute que cette banderole est à mettre en relation avec les actions de soutien de l'Union nationale à l'intervention militaire italienne en Ethiopie. La campagne du parti avait culminé fin juin 1936, deux jours avant le discours de Haïlé Sélassié à la Société des Nations, quand ses militants avaient défilé dans les rues de Genève avec un faux Négus juché sur une voiture. On sait aussi que l'Union nationale a bien organisé une conférence avec Léon Degrelle en septembre 1936¹⁶. Pour la période de la guerre, les fiches consultées du Ministère public apportent quelques précisions. Celle déjà évoquée signale des relations de Lier avec certains personnages inconnus (René Göhner, Gerhardt Bäckes) et le qualifie en août 1943 de «*suspect*». Toutefois, il peut s'agir d'une dénonciation de Genon, dont le nom est mentionné. Le 1^{er} octobre 1943, on notait aussi que Lier avait réussi à placer une employée du consulat allemand de Genève à la Légation de Berne. Magdalena Stehle – tel est son nom – était en outre soupçonnée de travailler pour le renseignement allemand. S'agit-il de la personne dont il a été question plus haut? Ou est-ce à nouveau le serpent qui se mord la queue? De toute façon, cela ne ferait pas encore de Lier un agent allemand, d'autant plus que, d'après le Ministère public, une audience avec l'attaché militaire allemand von Ilsemann lui fut refusée en 1943.

A ce stade, une question décisive doit être soulevée. Et si Lier disait vrai en prétendant avoir agi *uniquement* en tant qu'espion? Si ses actes et ses paroles n'avaient été que poudre aux yeux? Dans l'affirmative, qu'est-ce qui aurait pu motiver une telle attitude? Revenons à de Muller. Comme le relève Roger Joseph, le secrétaire général avait la réputation d'être un indicateur de la police et/ou de l'armée et il aurait pu avoir rejoint l'Union nationale pour combattre le communisme plus vigoureusement, à l'instigation de certains cercles conservateurs fribourgeois gravitant autour de Gonzague de Reynold¹⁷. Le recrutement de Lier aurait donc aisément pu se faire par le truchement de l'officier fribourgeois. Invoquée comme

14 Sur l'idéologie de l'Union nationale, cf. Roger Joseph: *L'Union nationale 1932–1939. Un fascisme en Suisse romande*, Neuchâtel, 1975 (chapitre IV).

15 Cf. la fiche C.12.3505 du fonds E 4320(B) 1990/133/24, Archives fédérales, Berne. Je remercie Daniel Bourgeois pour les renseignements qu'il m'a communiqués. Plusieurs dossiers sur Lier ont été établis par le Ministère public, mais celui qui touche aux événements en question est malheureusement introuvable. A noter que les requêtes auprès des Archives d'Etat de Genève sont demeurées infructueuses.

16 Cf. Roger Joseph, *op. cit.*, p. 168. Parmi les autres conférenciers des années 1933–1937, on peut citer Gonzague de Reynold, Jean-Marie Musy, Léon Daudet, Charles Maurras, ainsi que Louis Darquier de Pellepoix.

17 Cf. Roger Joseph, *op. cit.*, pp. 128–129. De Muller fut notamment l'un des principaux artisans de la militarisation du parti.

preuve par Lier, la fameuse lettre de Guisan¹⁸ ne prouve pourtant rien par rapport à ce dernier (bien qu'elle conforte la thèse d'une collusion Guisan-de Muller). Tout au plus signifie-t-elle que Guisan n'était pas opposé à le rencontrer. Mais pourquoi faire? La rencontre a-t-elle finalement eu lieu? Même si Lier a vu Guisan en été 1936, il était déjà actif au sein de l'Union nationale dès 1935 d'après Paul C. Squire. En outre, on peut supposer que, si la manœuvre avait été réelle, elle aurait été révélée aux détracteurs de Lier lorsque celui-ci fut placé sur la sellette pour son passé politique. A moins que l'armée ait jugé préférable de garder le silence et d'abandonner Lier à son sort – un risque faisant partie du métier d'espion¹⁹.

Quoi qu'il en soit, des contacts ont bien eu lieu, d'abord dans les années 1930, puis pendant la guerre, entre de Muller, Lier et l'armée. A quelles fins? Pour ce qui est de 1936, une piste nous est peut-être donnée par Charles-André Udry, qui reprend à son compte des propos tenus par Joseph: à l'approche des élections genevoises de novembre 1936, alors que les tensions politiques et sociales étaient particulièrement vives en cette ville, craignant des troubles en cas de défaite de la gauche et soucieuses d'empêcher un second 9 novembre 1932, certaines personnalités militaires (dont Guisan) auraient cherché à s'assurer le contrôle d'une sorte de milice capable d'intervenir en lieu et place de l'armée²⁰. Pour ce faire, elles auraient eu besoin d'un homme de confiance: Oltramare ayant été jugé peu sûr, elles auraient recouru à de Muller. Lier, mais ce n'est qu'une hypothèse, aurait été directement impliqué dans ce plan.

La situation pendant la guerre était différente. Alors qu'il avait quitté l'Union nationale, il est probable que le directeur helvétique ait servi d'informateur occasionnel de l'armée et du service de renseignement, en raison notamment des voyages qu'il effectuait en Allemagne et des bonnes relations qu'il entretenait avec certains milieux économiques allemands. Aurait-il alors continué à faire mon-

18 Voici le contenu de la lettre de Muller à Guisan du 26. 5. 1936: «Mon colonel, me permettriez-vous de solliciter de votre part un rendez-vous à Lausanne en faveur de 1. Lt. Lier, W., Mitr. IV/10, à Genève, qui aurait une recommandation à vous demander. M. Lier travaille actuellement dans mes bureaux, à l'Union nationale, et je puis vous le garantir comme un élément de toute confiance.» Guisan répondit le même jour par ces mots: «Mon cher de Muller, je pars demain matin de nouveau pour Berne (nous y étions déjà hier) une séance de commission de défense nationale. Je ne sais si nous pourrions terminer demain soir ou sinon jeudi matin. Je pourrais donc éventuellement vous recevoir chez moi jeudi 28. 5 vers 18 heures. Vendredi 29 et samedi 30, je vais en inspection, mais pourrais cependant vous recevoir éventuellement aussi samedi entre 11 et 12 heures. Le mieux est que vous me téléphoniez à mon domicile (...) soit demain soir à 20h30, soit jeudi entre 13 et 14 heures.» Cf. NARA, RG 84, Entry 3208, Box 23.

19 Tel est l'avis de Roger Joseph, qui ne croit pas à un Lier fasciste (entretien avec l'auteur, 25 septembre 2002). Joseph, qui a interrogé Lier au début des années 1970 (alors qu'il était à nouveau établi en Suisse), n'hésite pas à parler de ce dernier comme du plus proche collaborateur de de Muller, stipendié par ce dernier. Il insiste sur le fait que Lier était détesté par les «durs» de l'Union nationale tels que Jacques Aeschlimann, pour qui il n'était qu'une «taupe» méprisable. D'après Joseph, ses coups d'éclat politiques sont à interpréter comme des gages de crédibilité. Faut-il comprendre le mensonge à propos du 9 novembre dans ce sens? Le refus par von Ilseman d'accorder une audience à Lier était-il dû à des doutes quant à la bonne foi du Suisse? Le lecteur ne trouvera aucune allusion à Lier dans l'étude de Joseph, car Lier avait menacé l'historien de démentir catégoriquement tout propos qui serait publié sur son compte. Werner C. Lier est aujourd'hui décédé.

20 Lier confia à Joseph que Guisan avait fourni des armes et du matériel militaire à Arnold de Muller dans l'éventualité d'un coup d'Etat de la gauche. Cf. Charles-André Udry: «Guisan. 1918, 1934, 1940: les constantes d'une Mission», in *Les Annuelles*, 1, 1990, p. 60. Je remercie Marc Perrenoud pour cette indication.

tre d'inclinations pro-axistes seulement pour la façade, pour continuer à convaincre ses «amis» de la sincérité de son engagement et pour s'attirer les bonnes grâces des Allemands? Woods avait-il été mis au courant de la vérité par Masson tout en la cachant à Squire?

IV

Le mystère Lier ne peut trouver sa clé dans l'attitude de Thomas Watson telle que la présente Edwin Black. Aucun commentaire n'est fait sur les raisons qui incitèrent Watson à choisir Lier et on ignore ce que le premier savait exactement du second. Pour expliquer la collaboration d'IBM avec l'Axe, le chercheur américain privilégie largement le facteur économique, soulignant la cupidité sans bornes de la multinationale américaine. Cette dernière aurait avant tout cherché à tirer le maximum de bénéfices d'une situation qui lui offrait d'immenses possibilités d'expansion. Ayant entrevu tout ce que l'obsession raciale nazie recelait comme potentialités de développement, elle anticipa les besoins du III^e Reich pour lui proposer ses solutions dans les questions touchant au recensement, au tri et à l'organisation de la population allemande – en particulier «juive», contribuant par là à la réalisation de la «Solution finale». Le facteur politique n'est pourtant pas absent chez Black, mais il apparaît sous un jour quelque peu contradictoire. Thomas Watson, «capitaliste pur et dur», qui «n'était pas un fasciste», qui «ne s'intéressa jamais au nazisme», qui «ne s'intéressa jamais à l'antisémitisme»²¹, n'en était pas moins fasciné par Mussolini en 1937 et se disait plein de «compréhension sympathique», au même moment, pour les réalisations accomplies en Allemagne²². C'est que certains traits des régimes fascistes correspondaient parfaitement à l'idée qu'il se faisait de la gestion d'une entreprise. Ainsi exerçait-il lui-même un certain pouvoir charismatique, pratiquait le culte de sa propre personnalité (Watson-le-«Leader»), prônait un système glorifiant l'autorité plébiscitée par la base, etc. Mais ses sympathies s'arrêtaient-elles là? Selon Black, «le projet hitlérien d'une Europe dominée par la 'grande Allemagne' ne déplaisait pas du tout à Watson. Au contraire, il éprouvait une profonde admiration pour la doctrine fasciste et espérait bien jouer un rôle dans l'équivalent américain de la grande vague brun et noir qui balayait le continent européen». Or Black ajoute aussitôt: «car avant tout, le fascisme était bon pour les affaires»²³. Ainsi, penchants idéologiques (ambigus) et opportunisme économique (sans équivoque) sont inextricablement mêlés. Le choix de Lier porte en lui la marque de cette ambiguïté. En pleine apogée d'un III^e Reich qui se voulait millénaire, Watson aura sans doute vu en Lier un homme parfaitement adapté à la situation. Ressortissant d'un pays neutre, celui-ci jouissait d'une exceptionnelle mobilité dans une Europe en guerre; connu pour ses vraies ou fausses sympathies fascistes, il était susceptible d'avoir des relations privilégiées avec les autorités allemandes; et de mèche avec certains cercles militaires helvétiques, il bénéficiait d'une situation sûre – une couverture – dans son pays.

21 Edwin Black, *op. cit.*, p. 88 et 435.

22 Voir la lettre de Thomas Watson au ministre de l'économie allemand Hjalmar Schacht en 1937, citée dans Edwin Black, *op. cit.*, pp. 57–58.

23 Edwin Black, *op. cit.*, p. 88.